

de 25 p. 100 sur \$50,000 ne s'applique que jusqu'à ce qu'il atteigne \$400,000, et en huit ans, vous éliminez toutes les sociétés qui ont gagné jusqu'à \$50,000 ou davantage. A ce stade, vendront-elles l'entreprise pour disparaître, verseront-elles les impôts ou que feront-elles? Cela n'augmentera pas le taux de croissance de nos sociétés canadiennes. Cela les désavantage.

Puis arrive la question des finances provinciales. Rien n'indique ce qui se produira dans ce domaine. Qu'est-ce à dire des déficits? Toutes les provinces, sauf deux, auront des déficits cette année. L'Ontario accusera un déficit de plus de 425 millions, et le gouvernement fédéral prévoit un déficit de 750 millions. Quelle solution le gouvernement fédéral propose-t-il? Les déficits signifieront 100 millions de plus en intérêts sur les emprunts. Où allons-nous trouver l'argent pour assurer les emplois dont nous aurons besoin? C'est le nœud du problème. Où allons-nous trouver des emplois pour les chômeurs dont le nombre atteint presque 600,000? Pour maintenir les taux courants de chômage en 1972-1973, notre économie devra connaître un taux annuel de croissance d'environ 9 p. 100 et, après 1972-1973, notre taux de croissance réelle devra se maintenir au-dessus de 6 p. 100 pendant le reste de la décennie. C'est le double des chiffres américains et européens.

● (5.40 p.m.)

Notre rendement actuel, monsieur l'Orateur, est de 3½ p. 100 et il ne dépasse pas d'ordinaire 6 p. 100. Les capitaux seront notre plus grand besoin, mais nous ne savons pas d'où ils viendront. Nous devons assurer plus d'emplois et vendre plus de produits. De nos jours, un emploi représente un investissement en capital de \$50,000 et, selon les estimations, il en coûtera \$70,000 en 1975. Il y a 375,000 jeunes qui entrent sur le marché du travail et, d'après mes calculs, il en coûtera entre 25 millions et 30 millions de dollars pour leur trouver un emploi. C'est un chiffre bouleversant qui ne tient même pas compte des frais d'entretien du matériel industriel. Je crains que le bill ne soit pas suffisant, monsieur l'Orateur. J'espère qu'on y apportera des changements et des modifications pour répondre aux besoins pressants que connaît actuellement le Canada, surtout le besoin urgent de donner du travail aux chômeurs.

[Français]

M. Oza Tétrault (Villeneuve): Monsieur l'Orateur, lorsque l'honorable ministre des Finances (M. Benson) a présenté son budget, le 18 juin, il était tout souriant et portait une fleur rouge à sa boutonnière.

Monsieur l'Orateur, les «supporteurs» du gouvernement semblaient tous heureux de voir le ministre des Finances accorder au compte-gouttes une minuscule réduction d'impôt aux travailleurs du Canada. Voici un exemple: le père de famille avec deux personnes à charge, qui gagne \$10,000 par année, verra son impôt réduit de \$95 par année, ou 26c. par jour, ce qui ne suffit pas pour acheter un pain ou une pinte de lait par jour. Celui qui gagne \$2,800 par année, avec deux personnes à charge, paie actuellement \$15 d'impôt par année. Après 1971, il n'en paiera aucun, ce qui représente une réduction de 4c. par jour.

Monsieur l'Orateur, j'avais préparé beaucoup de chiffres que je devais citer, mais je crois que mes collègues de Champlain et d'Abitibi (MM. Matte et Laprise), de

même que notre chef national, le député de Témiscamingue (M. Caouette) ont suffisamment renseigné la population à ce sujet.

Monsieur l'Orateur, à mon avis, le ministre des Finances veut rire de la population. Au fait, lorsqu'il parle des Canadiens, il dit tout simplement «les payeurs de taxes», alors qu'il devrait dire «les actionnaires du Canada».

Monsieur l'Orateur, le Canada n'appartient pas à un petit groupe de personnes ou à la haute finance, mais tous savent qu'il appartient bel et bien aux Canadiens. Il ne convient pas que notre beau grand pays, riche à craquer, compte tant de gens dans la misère. Deux personnes sur cinq vivent dans la misère au Canada. Pourtant, les Canadiens produisent assez pour satisfaire aux besoins d'une population deux fois plus élevée.

Monsieur l'Orateur, les créditistes croient que ce qui est physiquement possible et désirable doit et peut devenir financièrement possible. L'homme est fait par son Créateur et les besoins matériels sont faits pour l'homme. L'homme a des besoins temporels. Il lui faut de la nourriture, des vêtements, du chauffage, un abri, etc. Le bon Dieu a mis sur la terre tout ce qu'il faut pour satisfaire aux besoins de tous les hommes. Notre globe est plus peuplé aujourd'hui qu'il ne l'était il y a 1,000 ans et, au lieu d'être épuisé, il assure aux hommes des biens plus variés et plus abondants qu'il y a 1,000 ans.

Monsieur l'Orateur, tout le monde sait que le très honorable premier ministre (M. Trudeau) et les membres de son cabinet parcourent le pays pour tâcher de vendre nos produits. En même temps, on taxe les Canadiens de 100 millions de dollars pour récompenser les cultivateurs de l'Ouest de ne pas produire de blé.

Grâce aux nouvelles diminutions d'impôt pour 1971-1972, le gouvernement va créer un déficit budgétaire de 750 millions de dollars, en considérant que cette somme sera empruntée à un taux de sept ou huit p. 100.

Les Canadiens auront à payer, en intérêt seulement, plus de 52 millions de dollars par an. Quel beau cadeau à donner aux contrôleurs de notre sang économique et aux banquiers!

Le Crédit social est un mouvement qui a pour but de permettre au public consommateur de bénéficier de la pleine capacité de la production des biens utiles. Le chômage dont le monde souffre aujourd'hui ne résulte pas de la saturation des besoins des consommateurs ou de l'épuisement des ressources productives, mais uniquement de la non-distribution des produits et des services. La production ne fonctionne pas selon les commandes qu'elle reçoit: les commandes sont conditionnées par le pouvoir d'achat du consommateur. Quant au pouvoir d'achat du consommateur, il dépend de la monnaie mise entre les mains de ces derniers qui ont des besoins à satisfaire.

Monsieur l'Orateur, le Crédit social présente un plan étudié, poli et perfectionné, susceptible de combler en tout temps l'écart entre les prix des produits offerts aux consommateurs et la monnaie dont ils disposent pour acheter ces produits. Il s'agit donc d'un système qui n'admet ni l'inflation ni la déflation, mais maintient automatiquement et mathématiquement l'équilibre entre la production et le pouvoir d'achat. Il dompte la monnaie et la met au service de l'homme. Il l'oblige à remplir sa fonction, soit l'écoulement de la production, la satisfaction des consommateurs, dans la mesure où le permettent les ressources de la nature et de l'industrie.